



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Vive la lutte de ceux qui résistent aux gouvernements et aux patrons !

Le 26 novembre, la mobilisation des enseignants de la Communauté française a été très suivie. Les mensonges éhontés de la ministre libérale, Valérie Glatigny, ont révolté de nombreux enseignants. Elle nie, contre toute évidence, l'aggravation de la précarité et de la charge de travail des enseignants qui découlera des mesures d'économies du gouvernement Bouchez-Prévôt. Cela unit jeunes et anciens enseignants que la ministre cherche à diviser par la suppression du statut de fonctionnaire.

Cette mobilisation a rencontré un large écho de sympathie parmi les travailleurs à Bruxelles et en Wallonie. Ce qui choque surtout, parents comme élèves, ce sont les attaques contre l'enseignement technique et professionnel où de nombreuses options vont être supprimées, l'encadrement réduit, et l'accès aux 7èmes années limité.

La volonté du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'envoyer des adolescents se « former » en entreprise dès l'âge de 15 ans, est perçue par les parents des milieux ouvriers, en particulier d'origine immigrée, comme un refus de laisser leurs enfants progresser grâce à l'école.

Ce mépris social est en réalité partagé par tous les partis politiques qui se sont succédé au gouvernement depuis 50 ans, y

compris les socialistes. Les dirigeants politiques limitent leurs ambitions aux besoins des patrons et des capitalistes, dont les décisions engendrent un chômage massif. A quoi bon, raisonnent les ministres, donner une véritable formation à chaque enfant alors que la plupart d'entre eux alterneront les périodes de chômage et les emplois précaires ? A quoi bon, alors que les entreprises occidentales font venir des ingénieurs, des médecins, des travailleurs qualifiés formés et diplômés en Afrique, en Europe de l'Est, en Inde ? Des spécialistes qui manquent cruellement dans leurs pays.



C'est avec la même irresponsabilité totale que nos dirigeants traitent tous les problèmes de l'humanité. Le réchauffement climatique s'accélère ? Ils vont bavarder dans des conférences internationales pour le climat (COP). Puis, loin des caméras, ils conditionnent la soi-disant aide aux pays du Tiers-

Monde, à des contrats qui enrichissent les financiers et les industriels des pays capitalistes les plus puissants.

Aucune solution de recyclage ne peut freiner la pollution croissante des déchets plastiques produits par l'industrie et le commerce ? Les pays riches se débarrassent de ces déchets qui submergent des pays d'Asie et d'Afrique.

Avec le même cynisme, ils dressent les peuples les uns contre les autres, ukrainiens contre russes, israéliens contre palestiniens, libanais, syriens, iraniens, ou encore rwandais contre congolais. Ces guerres remplissent les carnets de commandes des groupes capitalistes à toutes les étapes, de la vente de missiles aux contrats de reconstruction, lorsqu'il y en a. Ces guerres sont surtout l'occasion d'imposer le contrôle des pays occidentaux sur les ressources en hydrocarbures ou en minerais de régions qui se sont libérées de la colonisation directe.

Sanglés dans leurs beaux costumes, un discours sur les droits de l'homme – ou de la femme – à la bouche, nos ministres serrent la main aux dictateurs qui permettront aux capitalistes occidentaux d'exploiter jusqu'à la mort des travailleurs privés de droits, comme en Arabie saoudite, ou de profiter de l'esclavage des enfants

qui creusent les mines de coltan, au Congo.

Ce sont ces dirigeants-là, formés par la lutte barbare et cruelle contre les peuples pour accroître les fortunes extravagantes de quelques milliers de milliardaires, ce sont eux qui « réforment » les systèmes scolaires, de soins, de prise en charge des handicapés et

des vieillards, avec un résultat écœurant dans tous ces secteurs.

Tant que l'économie restera soumise à la loi du profit, à la concurrence entre capitalistes pour accaparer les richesses, aucun gouvernement ne gouvernera dans l'intérêt de la majorité de la population. Un gouvernement réellement au service de l'en-

semble de l'humanité ne peut exister tant que les travailleurs n'auront pas détruit le système capitaliste.

L'avenir de l'humanité en dépend. Ses problèmes, ses besoins, ne peuvent être garantis que sur base d'une coopération socialistes entre les peuples, débarrassés des frontières et de l'exploitation.

Grève dans l'enseignement

Mardi 26 novembre, des dizaines de milliers de travailleurs des écoles francophones ont fait grève, répondant à l'appel du front commun syndical. Des piquets filtrants étaient organisés devant chaque école, comme demandé par les organisations syndicales, mais aucune manifestation d'ensemble permettant de se regrouper et se compter n'avait été prévue.

Cependant, des rassemblements étaient organisés dans des gares à Bruxelles pour ceux dont l'école était complètement fermée ou pour se retrouver après le piquet. Dans certaines villes comme Namur, Liège, Mons, La Louvière des rassemblements en ville étaient organisés qui ont rassemblé jusqu'à plusieurs milliers de personnes.

La grève semble avoir été bien suivie, tant dans le primaire que dans le secondaire, comme l'ont montré les nombreuses photos de piquets diffusées sur les réseaux sociaux et dans la presse.

Cette grève ainsi que les arrêts de travail qui ont été organisés dans les semaines précédentes ont été l'occasion pour de nombreux enseignants d'exprimer leur colère par rapport aux attaques

prévues mais aussi par rapport à la situation dans les écoles qui est de plus en plus difficile.

Certains s'étaient mis en grève inquiets des attaques sur leur statut, inquiets des pertes de droits

aux congés maladie, à la pension, à l'augmentation de la charge de travail annoncée. D'autres faisaient grève « pour leurs élèves », en particulier dans le qualifiant qui subit les premières attaques.

Beaucoup ont fait grève pour la première fois.

La ministre Glatigny et Bouchementent dans la presse en disant que c'est dans l'intérêt des jeunes professeurs d'avoir un CDI, que c'est une solution pour résoudre le problème de la pénurie, pour avoir un enseignant devant chaque élève... En réalité, le problème auquel répond la ministre est de réduire le déficit budgétaire, et cela ne peut rien apporter de bon.

Les mensonges de la ministre,



en particulier sur le plateau de la rtbf au soir de la grève, ont choqué de nombreux professeurs qui ne sont pas dupes.

Quelle suite au mouvement ?

Le front commun syndical avait prévu un calendrier d'action s'étendant sur toute l'année scolaire... mais n'a toujours communiqué aucune date précise pour une prochaine action !

Ils mobilisent en pointant du doigt le gouvernement MR-Engagés, et s'il est vrai que les attaques annoncées sont de grande ampleur et viennent liquider ce qui reste de l'enseignement public, les économies sur les budgets de l'en-

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

seignement durent depuis des dizaines d'années et ont été menées par tous les partis, y compris le PS.

Aujourd'hui, alors que tous les services publics sont attaqués en même temps, la fonction publique, la santé, les administrations, comme le privé, où le nombre de licenciements est en hausse constante, ce serait l'occasion de réagir tous ensemble. C'était le sentiment de nombreux enseignants ayant participé à la mobilisation qui voyaient la faiblesse que représentaient des actions en ordre dispersé, chacun devant son école, ou dans un secteur à la fois.

Conditions de travail et de contrats des travailleurs

Le gouvernement s'en prend au statut des enseignants. Il prévoit de supprimer la nomination, ce qui permettra de faciliter les licenciements, et de diminuer les droits aux congés maladies, à la pension, au reclassement dans un autre établissement en cas de diminution d'heures...

Il s'agit aussi d'augmenter la charge de travail : Tous les nouveaux embauchés devront prêter deux heures supplémentaire par semaine gratuitement et le nombre de professeurs dans le qualifiant va être réduit. Il est aussi question de demander aux enseignants d'être présents 40 heures à l'école, au lieu de 20 ou 22 actuellement, le temps de préparation et de correction étant compris dans le salaire. Quand est-ce que les professeurs pourront préparer leurs cours, s'ils sont à temps plein à l'école ? Comment pourront-ils se préparer et pouvoir avoir les capacités humaines de calme et de pédagogie indispensables pour être en capacité de transmettre le savoir aux jeunes ?

Le salaire ne serait plus aug-

menté à l'ancienneté mais au mérite... Les écoles devant devenir chacune une sorte de petite entreprise dans laquelle la direction serait l'employeur et pourrait décider des embauches et du mérite de chacun...

Et comme il y a une réelle pénurie dans l'enseignement, à laquelle la ministre prétend vouloir remédier, il est prévu de pouvoir embaucher des « experts » c'est-à-dire des travailleurs dont enseigner n'est pas la formation et qui seront payés moins cher. Et pour pallier au manque de professeur de langue, il s'agit de diminuer par deux le nombre d'heures de cours de langue pour diminuer la pénurie de moitié, sans embaucher !

Et pour les élèves ?

Actuellement, l'enseignement qualifiant est principalement visé : le nombre d'élèves par classe va augmenter et de nombreuses options vont être supprimées. A terme, il est question que les filières techniques et professionnelles de l'enseignement qualifiant soient remplacées par l'enseignement en alternance c'est-à-dire, trois jours au travail, deux jours à l'école. Il s'agit là de fournir de la main-d'œuvre gratuite au patronat dès 15 ans et cela privera les jeunes de culture générale, car combien seront encore capable de suivre des cours après leurs jour-

nées de travail ?

En ce qui concerne la suppression de la 7ème, pour le moment la ministre ne l'annonce que pour certaines catégories d'élèves, ayant déjà un CESS, mais c'est une manœuvre habituelle que d'attaquer une catégorie après l'autre, ainsi que de rester dans le flou de l'ampleur ou du calendrier d'application des mesures. Ainsi on peut légitimement se demander si, à l'avenir, les élèves du qualifiant, réduit à l'enseignement en alternance, auront encore accès au CESS.

Les élèves majeurs ne pourront plus s'inscrire en 3ème et 4ème secondaire et ceux de 21 ans devront quitter le secondaire. La ministre prétend les orienter vers l'enseignement pour adultes et la promotion sociale alors que ces secteurs subissent aussi de grosses économies !

Et comme les ministres sont pour le moment à l'aise pour annoncer leurs attaques : la fin de la gratuité scolaire est annoncée ! Cette gratuité qui n'a jamais réellement existé, et qui consistait à fournir le matériel, bics et cahiers aux enfants du maternel et des premières années du primaire est supprimée.

Toutes ces mesures sont dans la continuité des économies réalisées depuis des années. Le Pacte d'excellence prévoyait déjà la pri-



vatisation de l'école, et les mesures annoncées vont dans ce sens. Alors que l'école manque déjà cruellement de moyens pour pouvoir accueillir convenablement et former correctement les jeunes, ces nouvelles économies viennent détruire ce qui subsiste de l'enseignement public.

prouvent cette mobilisation car ils s'inquiètent du délabrement de l'école.

... à La Louvière

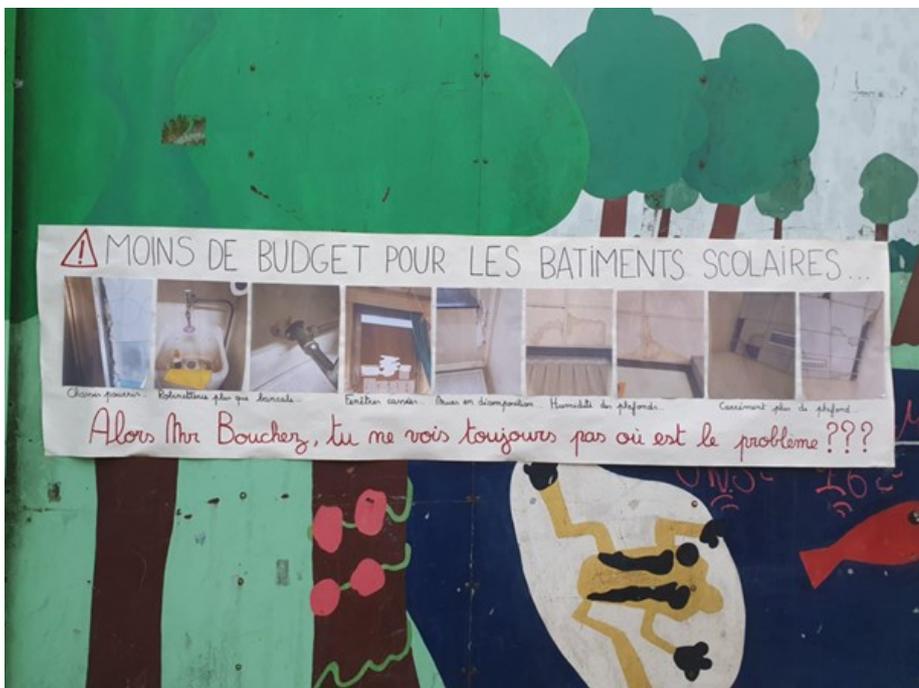
Après les actions du matin, les grévistes sont rejoints par des collègues de la région de Mons et de Charleroi. Un cortège de 1.000

notre colère. Et de discuter ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés: la pauvreté grandissante qui frappe nos élèves, l'état déplorable des bâtiments dans lesquels ont les accueille...

Les enseignants du primaire avaient collé sur la porte de l'école des photos dénonçant la vétusté de leurs locaux.

Ceux du secondaire avaient rédigé un tract en plusieurs langues (arabe, anglais, espagnol, néerlandais, français) à destination des parents d'élèves afin de leur expliquer les raisons de la grève et de les inviter à les soutenir dans la lutte. Ça a été très apprécié par les élèves et par les passants, ainsi que par les professeurs d'autres écoles rencontrés au rassemblement de la gare centrale. Certains, d'une école des Marolles, disant, "la prochaine fois, on le fera en roumain".

Quant aux photos des locaux, elles étaient familières aux collègues des Marolles, d'Etterbeek et d'Ixelle croisés à la gare. Et de comparer les souris et cafards de Molenbeek, aux rats d'Ixelles, et aux panes de chauffage partout !



La mobilisation des enseignants à Mons

Le 26 novembre, à 7h30 du matin, 150 personnes se rassemblent place Nervienne. Ils sont enseignants du public et du privé, professeurs, instituteurs, du général, du technique, de l'enseignement spécialisé. Des aides-soignants et des techniciennes de surface de CPAS sont venues prêter main-forte. On écoute avec attention la répartition des groupes militants, détaillée par une responsable syndicale. Puis on s'en va, paquet de tracts sous le bras, rejoindre ceux déjà en place sur des carrefours, devant la gare, le rond-point à la sortie de l'autoroute. Les grévistes veulent faire connaître la raison de leur action au public. Parmi les travailleurs qui se rendent au travail, beaucoup ap-

manifestantes et manifestants défile dans les rues. La majorité sont de jeunes enseignants, ceux-là même que la ministre Glatigny voulait mettre de son côté avec ses promesses de CDI. Qui peut croire que des écoles, étranglées par les « enveloppes fermées » où l'on doit choisir entre l'embauche d'éducateurs ou l'entretien de la chaudière, seront en mesure de garantir des contrats stables aux enseignants ?

...à Bruxelles

A l'Athénée Royal Toots Thielmans de Molenbeek, les enseignants en grève du secondaire ont été rejoints au piquet par les collègues du primaire dont l'école est attenante.

Cela a été l'occasion de faire connaissance, dans la bonne humeur, heureux de nous retrouver une trentaine au piquet pour crier



Contre les licenciements

Audi et sous-traitants: le feu reste allumé

Les sous-traitants et intérimaires devant le 201 maintiennent leur campement depuis désormais plus de trois mois. Chez le sous-traitant Imperial (DP World), la grève dure depuis quatre semaines. Devant l'entrée principale, des tentes Audi se sont ajoutées.

Dans une vidéo de plus de trois minutes, le directeur prétend vouloir négocier tout en se lamentant sur le fait que la production reste bloquée à cause d'une minorité, ou encore que des travailleurs se sont rassemblés devant la salle de réunion entre patrons et syndicats. Le directeur essaye, bien sûr, d'isoler les travailleurs conscients que sans la pression d'une mobilisation, les négociations n'apporteront pas grand chose.

Pendant ce temps, la direction d'Audi et celles des firmes sous-traitantes jouent la montre et baladent les négociateurs syndicaux d'une réunion pour ne rien dire à la suivante. Selon le dernier compte-rendu syndical, les montants des indemnités seraient annoncés le 10 décembre, suivi d'un référendum.

Si les chiffres qui circulent actuellement - un socle de 15.000 euros brut plus 5.000 € brut par année d'ancienneté, limité à 25 ans, sont confirmés, l'indemnité la plus haute serait de 140.000 euros brut, même pas 70.000 euros net. Lors des licenciements par Volkswagen en 2006-2007, l'indemnité la plus élevée pour des ouvriers était de 125 000 € brut. Mais depuis, les prix ont presque doublé en moyenne. Quant aux travailleurs avec une ancienneté de



dix ans, le montant net tournerait autour de 32.000 euros brut. Une misère ! En dix ans, et même en cinq ans, on a le dos, les épaules, les poignets cassés et il ne sera pas facile de retrouver du travail. Tout le monde comprend que la vie qui attend les travailleurs après Audi, sera faite de salaires plus bas et de travail peut-être encore plus dur.

Alors, la lutte n'est pas finie et les événements actuels doivent nous servir pour la suite : non, on ne peut pas compter sur les politiciens. Et oui, dès qu'on franchit la ligne du secret des affaires, la police défend les patrons à coup de matraque.

Notre bulletin d'entreprise est paru en nombre réduit. Il a été donné aux travailleurs rassemblés devant à l'usine et a circulé en format digital sur les réseaux:

Les violents, les vandales, ce sont eux !

Dans sa vidéo, le directeur d'Audi dit condamner la violence et le vandalisme. Ce sont les actionnaires d'Audi qui jettent 3.000 travailleurs d'Audi, 1.000 travailleurs des sous-traitants et leurs familles dans l'insécurité et le chômage... et c'est eux qui nous accusent de violence ! C'est Audi qui condamne sa propre usine à la

rouille et qui nous accuse de vandalisme ! Ce sont les actionnaires et les patrons qu'il faut virer, pas les travailleurs !

« Chers collègues »...

C'est ainsi qu'il commence sa vidéo. Nous ne sommes pas ses collègues. Nous sommes des ouvriers ! C'est nous qui avons produit les milliards que les actionnaires se sont mis dans la poche et nous n'avons aucune raison d'accepter de nous laisser jeter dehors avec des cacahuètes !

Les limites à franchir

Encore dans sa vidéo, le directeur prétend que des travailleurs « ont franchi une limite ». Quelle limite ? Celle d'ouvrir la porte d'une salle de réunion où se discute leur vie, le sacrifice de leur salaire, l'avenir de leurs enfants. Le patronat entend tenir les travailleurs à distance de ces discussions, avec l'aide de matraques policières, s'il le faut.

Voilà le visage de la dictature bourgeoise qui ne veut œuvrer que dans le secret. Et oui, il faut se donner les moyens de franchir ces limites, et même de les abolir ! Tout doit se discuter devant les travailleurs qui créent toutes les richesses et font tourner toute la société !

La peur peut vite changer de camp

Mercredi 13 novembre, nous avons pu voir la peur dans les yeux des directeurs par la simple présence des ouvriers qu'ils entendent envoyer au chômage.

Et oui, tout va bien pour eux tant que les travailleurs sont absents des négociations. Mais dès le moment où nous compterons sur nos propres forces pour construire notre unité et notre nombre, la peur sera dans leur camp.

La désindustrialisation ? Nous sommes des millions !

Une petite musique tourne en boucle à la radio et à la télévision, celle de la « désindustrialisation » de l'Europe. Le refrain nous chante qu'il n'y aura plus d'ouvriers et que nous n'aurons pas d'autre possibilité que d'accepter des sacrifices pour de nouveaux cadeaux aux actionnaires.

Mais en fait, rien qu'en Allemagne, 8,5 millions de personnes travaillent dans le secteur de l'industrie. Combien de millions de travailleurs au niveau européen ? Au moins 120 millions, ouvriers et employés ! Ils veulent que nous

nous résignons, mais en fait, nous pouvons être une force !

Il nous faut notre propre démocratie

Peu importe le nombre qu'on est, il nous faut nous organiser pour pouvoir décider ensemble et mettre nos décisions en œuvre. Le meilleur moyen pour cela, maintes fois éprouvé dans l'histoire des luttes des travailleurs, ce sont des assemblées où on discute de tout et décide par le vote à main levée, et un comité élu et révocable par ceux qui luttent.

L'IG Metall défend les baisses de salaire

Les dirigeants de l'IG Metall chez Volkswagen en Allemagne appellent à la mobilisation contre les fermetures d'usines. Mais en même temps, ils proposent eux-mêmes des baisses de salaire pour éviter les fermetures, tout en atteignant des « objectifs de baisse de coût ».

Ils proposent aussi la baisse des dividendes et des rémunérations exorbitantes du management. Mais en fin de compte, lequel des deux volets de leurs propositions va se réaliser, s'ils

partent dans le combat en signalant déjà qu'ils sont prêts à imposer des sacrifices aux travailleurs ?

Crise ou pas crise, aucun travailleur ne doit se retrouver sans salaire ou avec un salaire amputé. S'ils vendent moins de voitures, qu'on répartisse le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits !

Licencieurs fortunés

La société TVH, qui vend des pièces détachées pour les engins industriels, a décidé de supprimer 80 emplois dans un entrepôt près de Liège.

Cette société appartient à 40 % au groupe D'Ieteren, dont le principal actionnaire, Nicolas D'Ieteren, possède une fortune estimée à 3,7 milliards d'euros.

Alors, de l'argent, il y en a pour éviter ces licenciements !

Thales Alenia Space

Au printemps dernier, le groupe avait annoncé des licenciements dans le secteur de ses activités spatiales avec 1.300 suppressions d'emplois dont 115 sur le site de Charleroi. La procédure Renault avait alors été enclenchée, mais près de six mois plus tard les travailleurs sont toujours dans l'incertitude, et la direction semble vouloir accélérer les licenciements. Les syndicats de l'entreprise Thales Alenia Space à Charleroi ont déposé fin novembre un préavis de grève.

En 2023, le groupe Thalès avait signé des commandes pour 45,3 milliards d'euros, principalement d'armement. Mais les actionnaires de Thalès veulent augmenter leur taux de profit. La branche du groupe « Thalès Alenia » qui construit des satellites était devenue moins rentable par rapport aux ventes d'armes.



150 emplois menacés chez Emeis (ex-Orpea)

La branche belge du groupe Emeis (anciennement Orpea) a annoncé mardi la suppression de 150 emplois, la vente de cinq maisons de repos et la fermeture de deux « résidences services ».

Le groupe Orpea avait été dénoncé en 2022 par une enquête

journalistique pour cause de maltraitements des résidents, usage abusif des fonds publics, et de manquements dans la gestion de ses personnels.

En mars dernier, le groupe a changé de nom pour devenir "Emeis", afin de tenter de faire oublier les scandales. Mais la direction du groupe ou le nom peut changer : les actionnaires du groupe, en supprimant des emplois, préparent de nouveaux



scandales qui impacteront la vie des travailleurs du groupe et des résidents.

Stop aux violences faites aux femmes

Dimanche 24 novembre, environ 2.500 personnes ont défilé à Bruxelles à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Les manifestantes et manifestants dénoncent les violences sexistes et sexuelles que les femmes et minorités sexuelles subissent partout, au travail, dans la famille, dans la rue...

Les manifestants ont également tenu à rappeler que partout où la guerre fait rage, les femmes étaient les premières victimes des conflits armés partout dans le monde, y compris par le viol systé-



matique. Des militantes palestiniennes ont pris la parole, et des femmes iraniennes et kurdes étaient présentes.

Dénoncer les violences faites aux femmes est une nécessité absolue, d'autant plus forte que la so-

ciété capitaliste les engendre continuellement, tout comme la guerre et la misère !

Il n'y a rien à attendre des multinationales et des États à leur service pour abolir les violences sexistes dirigées contre les femmes. Le seul moyen d'y arriver passe par la lutte commune des travailleuses et travailleurs, pour renverser la société capitaliste et créer une organisation sociale nouvelle où l'intelligence et le travail collectif serviront à faire face aux oppressions plutôt qu'à augmenter encore un peu les profits !

L'austérité à toutes les étapes

Pas aux travailleurs de payer !

De nouvelles fuites ont eu lieu fin novembre, dévoilant en partie le contenu d'une note de travail concernant le programme du futur gouvernement fédéral.

La note concerne « l'effort budgétaire » et elle reproduit en somme les projets des notes précédentes : limitation du chômage à deux ans, attaques sur les allocations sociales, réduction des « périodes assimilées » et donc des pensions, etc.

Toutes ces attaques, qui ont volontairement fuité au cours des

derniers mois, se confirment donc. Ce sont des attaques contre tous les travailleurs, car si le chômage ou les allocations sociales diminuent, ce n'est pas pour autant que les salaires vont augmenter ! Au contraire, si le niveau de vie moyen baisse, le grand patronat jouera d'autant plus de la concurrence entre travailleurs pour imposer des baisses de salaires.

Les marchés financiers exigent de l'État qu'il fasse des économies. Mais le patronat veut continuer à recevoir des subventions de l'État. Alors le gouvernement se prépare à attaquer les chômeurs, les allocataires sociaux

et les pensionnés.

Concernant la participation des plus riches à cet « effort budgétaire », il est certes mentionné qu'une « contribution » des plus riches pourrait être mise en place, mais rien n'indique comment y arriver. Ce n'est pas un hasard : le gouvernement, qui reproduit dans ses notes les volontés des organisations patronales, n'a aucune intention de s'en prendre aux fortunes des riches. Et les quelques modifications de forme, destinées à satisfaire Vooruit qui a réintégré les négociations à la mi-novembre, ne changent rien au fond des réformes.

Le véritable scandale des CPAS

Un reportage de la VRT concernant le CPAS de la commune d'Anderlecht alimente à peu de frais les fantasmes anti-chômeurs. Ce reportage montre qu'au CPAS d'Anderlecht, des allocations ont été octroyées à des personnes sans que soient effectués les contrôles réglementaires. Il montre également des pratiques clientélistes mises en place par les responsables politiques et administratifs affiliés au Parti Socialiste.

Alors que les millionnaires et milliardaires s'enrichissent démesurément, alors que les impôts, les taxes et les amendes réduisent toujours plus le salaire des travailleurs, ce « rapportage » arrive à point nommé pour préparer l'opinion publique à la politique anti-pauvre et anti-ouvrière que préparent les gouvernements fédéraux et régionaux, en coupant dans les budgets sociaux et des services publics.

Ce que montre également le reportage, mais qu'il se garde bien de dénoncer, c'est le manque de moyen des CPAS. Une travailleuse du CPAS d'Anderlecht interviewée raconte : « Parfois on se retrouve facilement avec 200 dossiers par personne. Ce n'est vraiment pas possible. Ça devient une charge mentale très dure. Si tu as trop de dossiers, contrôler c'est compliqué. »

Les employés du CPAS font face à des situations humaines très dures : familles sans logement, personnes âgées devant choisir entre les soins et la nourriture, ... ils n'ont pas les moyens d'aider, et on leur demande de contrôler !

Ce sous-effectif est régulièrement dénoncé par les employés du secteur. Le 11 juillet dernier encore, les travailleurs du CPAS de Schaerbeek avaient tenu un piquet

de grève devant leurs locaux. S'adressant aux gouvernants, des panneaux manuscrits affichaient : « La santé mentale des travailleurs ne devrait pas être sacrifiée sur l'autel de l'argent », « Stop à la violence constitutionnelle », ou encore « Ni les travailleurs ni les citoyens bénéficiaires ne doivent payer vos erreurs comptables ! ».

Ce que vivent et dénoncent les employés des CPAS, c'est ce que vivent et dénoncent les travailleurs de tous les services publics et non-marchand utiles à la population : sous-financement, manque d'embauche, conditions de travail impossibles et dégradation des services.

Dans le cas des CPAS, cette situation est encore aggravée par le choix du gouvernement Di Rupo (PS), il y a une dizaine d'années, de pousser des dizaines de milliers de chômeurs vers les CPAS à la charge des communes (tout en octroyant des cadeaux fiscaux à de nombreuses grandes firmes). Exactement ce que veut recommencer le futur gouvernement de De Wever (N-VA) par la limitation des allocations de chômage à deux ans !

Mais gérer la misère, choisir qui aider, c'est toujours injuste et arbitraire !

Les véritables scandales sont ailleurs, ce sont les impôts qui réduisent les salaires ! Ce sont les politiques d'austérité au profit des marchés financiers ! Et ce sont les milliards de cadeaux aux capitalistes qui eux, ne se privent pas de licencier par dizaine de milliers, créant ainsi le chômage et la misère, et faisant ainsi dépendre la survie de toute une partie des travailleurs de l'aide sociale !



Austérité communale

L'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) a calculé que la politique du nouveau gouvernement wallon imposera 458 millions d'euros d'économies supplémentaires durant les cinq prochaines années.

Bouchez et Prévôt promettaient de ne pas augmenter les impôts ? Mais ça, c'était avant les élections ! Aujourd'hui, les ministres Libéraux et Engagés répondent aux communes qui protestent « qu'elles devront diminuer leur personnel ou utiliser des leviers fiscaux ». Plus de taxes communales, moins de puéricultrices ou d'aides-soignantes pour la population, voilà le programme !

« On ne va pas manifester contre nous même »

Interviewé sur BX1 Radio sur la manière dont le PTB se comportera dans les majorités communales auxquelles il a décidé de participer, le président du PTB, Hedebouw, se défend d'envisager d'occuper simultanément les rôles de partenaire de majorité et d'opposition.

Hedebouw déclare « il y aura encore des formes de mobilisation citoyenne », mais « ce ne sera évidemment pas contre nos partenaires à nous ».

Pour mieux se faire comprendre, Hedebouw prend à titre d'exemple Zelzate, où le PTB faisait partie de la majorité lors de la dernière législature : « à Zelzate, on a manifesté, mais c'est parce que beaucoup de problèmes communaux viennent des régions. On organise des actions de résistance contre les autorités de tutelle ».

Cependant il ajoute à propos des luttes au niveau communal « la lutte va continuer, mais c'est clair, manifester contre la majorité, on va moins le faire, vu qu'on est dedans ! »

Les politiques d'austérité passent, entre autres, par des mesures imposées aux communes, y compris par des élus du PS et

d'Ecolo). Les militants du PTB dans les majorités communales vont avoir du mal à séparer les appels à la résistance contre les directives venant des régions et du fédéral, et les mesures d'austérité imposées par le PS dans les communes. Et si un jour le PTB monte au gouvernement régional ou fédéral, que fera-t'il ?



Notre planète

COP 29 : Marchandages impérialistes

La COP 29, la conférence des Nations Unies contre le réchauffement climatique, s'est conclue le 24 novembre sur un accord a minima. Un financement de 300 milliards de dollars par an - bien inférieur à ce qui serait nécessaire - a été décidé pour soi-disant « aider » les pays pauvres à faire face aux impacts climatiques. Mais en réalité, sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique, il s'agit d'un véritable marchandage entre puissances impérialistes pour s'assurer des parts de marché.

Les pays impérialistes, notamment les États-Unis, l'UE et le Royaume-Uni, ont fait pression pour que ces 300 milliards proviennent ou soient accompagnés d'investissements privés ou de prêts. Les projets de lutte contre le réchauffement climatique seront ainsi mis en œuvre par des groupes capitalistes cherchant uniquement le profit, laissant les régions les plus vulnérables face à une crise qu'elles subissent sans en être les principales responsables. La Cop 29 a ainsi surtout permis de réglementer la manière dont les grands groupes capitalistes vont faire du profit tout en se



présentant comme écologiques.

Par exemple, les géants pétroliers comme Total, BP et Exxon, principaux responsables des gaz à effet de serre, peuvent se payer un droit à polluer, en rachetant à d'autres entreprises des crédits carbone, une sorte de permis pollution. Pendant ce temps, les scientifiques réclament des mesures concrètes pour préserver une planète viable, comme réduire de 45 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Cette COP 29, comme les précédentes, loin de toute solidarité ou réel engagement pour le climat, avait un objectif clair : protéger les intérêts économiques des grandes bourgeoisies impérialistes, tout en projetant une fausse image d'engagement climatique. Tant que le capitalisme et sa course au profit dictent les décisions, l'humanité continuera à payer le

prix de cette gestion capitaliste du climat, et les populations des régions les plus pauvres resteront en première ligne.

Un système bon pour la poubelle

En 2023, la Belgique a expédié 21.000 tonnes de déchets plastiques vers la Malaisie, en Asie du Sud-Est. Voilà la solution trouvée par les pays impérialistes au problème du plastique ! Car malgré leurs fanfaronnades et promesses autour du « plastique recyclé », le plastique ne se recycle pas, il ne peut qu'être transformé en un autre produit, un nombre limité de fois. Et en Belgique, seulement 10 % des déchets plastiques passent par ce processus.

En exportant leurs plastiques, les gouvernements et les capitalistes exportent une pollution considérable que les populations paieront pendant des centaines, voire des milliers d'années, en engendrant des maladies, affectant la fertilité des terres et de l'eau, alors que l'accès à l'eau potable est déjà un combat quotidien.

Sur ces monticules de plastiques, enfants et travailleurs, pour un revenu dérisoire, trient à main nue les déchets encore valorisables pour être nettoyés des traces d'excréments, de pesticides

ou de métaux lourds.

Certains pays essaient de freiner ce flux de pollution, comme la Chine depuis 2017 qui a interdit l'arrivée de déchets étrangers. Mais la majorité des pays pauvres n'ont pas les moyens de refuser.

Cette gestion du plastique est l'image de la société capitaliste. Pourtant, il serait possible d'organiser la production autrement, de manière plus humaine et plus écologique. Mais tant que la société sera organisée pour le profit d'une minorité rien ne changera.



Leurs guerres

Ukraine : à qui la part du lion ?

L'Ukraine a tiré plusieurs missiles longues portées sur le territoire russe, après que les États-Unis, la Grande-Bretagne et ensuite la France l'y aient autorisé. En réaction, la Russie a tiré un missile intercontinental qui a dévasté le centre-ville de Dnipro, une grande ville ukrainienne. Entre-temps, l'administration de Biden accélère l'envoi de 7 milliards de dollars à l'Ukraine, et presse Kiev d'abaisser l'âge légal de la conscription de 25 à 18 ans, ce que jusqu'à aujourd'hui le gouvernement ukrainien a refusé face au risque d'opposition de la population.



Cette surenchère de l'escalade guerrière, soldats et civils la payent de leur vie, mais c'est dans le confort des bureaux de la Maison blanche, de l'Élysée et dans les hôtels de luxe où se réunissait le G20 il y a deux semaines, qu'elle a été décidée. L'objectif de l'administration de Biden, tout comme des dirigeants européens, est de rouler des mécaniques à la suite

de l'élection de Trump, qui a fait de la conclusion d'un accord avec Poutine une de ses promesses de campagne. En cas d'ouverture des négociations, les dirigeants impérialistes veulent améliorer leur position de force face à Moscou, et se moquent bien de provoquer au passage de nouvelles saignées en Ukraine et en Russie.

Vers une négociation avec Poutine ?

Quelles sont les intentions précises du gouvernement Trump en réalité ? Personne ne le sait, et peut-être même pas lui. Ce qui est sûr, c'est que dans la politique internationale des États occidentaux, c'est l'intérêt de l'impérialisme américain qui décidera finalement.

Trump, lui, représente la fraction de la bourgeoisie américaine qui souhaite se dégager de la guerre en Ukraine... pour se concentrer sur le conflit avec la Chine, avec qui elle a déjà engagé une guerre commerciale. À ce propos, le futur conseiller à la sécurité nationale de Trump, Mike Waltz, déclarait en octobre « Est-il de l'intérêt de l'Amérique de déployer du temps, de l'argent, des ressources, dont nous avons cruellement besoin actuellement dans le Pacifique ? ».

Alors depuis l'élection de Trump, les dirigeants européens de second rang du camp impérialiste adaptent leurs manœuvres.

Zelenski a déclaré pour la première fois, qu'il était prêt à faire des concessions territoriales « temporaires » si un accord avec Poutine pouvait mettre fin à « la phase chaude de la guerre ». Il admet ainsi que même si les diplomates des deux camps prétendent élaborer un accord de « paix », il ne s'agirait en fait que d'un gel partiel et provisoire du conflit, comme avec la Corée.

Les capitalistes européens salivent

En échange de l'abandon « temporaire » des territoires contrôlés par la Russie, Zelenski demande la protection par l'OTAN des territoires contrôlés par l'État ukrainien. Cependant, Poutine s'oppose complètement à toute forme d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, et Trump a déjà signalé qu'il pourrait s'accorder avec lui sur ce point, afin de permettre la signature d'un accord.

C'est dans ce contexte que le journal français « Le Monde » révèle que Macron et le Premier ministre britannique Starmer « n'excluent pas prendre la tête d'une coalition européenne » qui enverrait des troupes en Ukraine. En ont-ils vraiment l'intention ou même les moyens ? Ce qui est sûr, c'est que ceux-là envisagent de profiter du potentiel désengagement des USA pour accroître leur propre influence dans le jeu d'échecs sanglant joué en

Ukraine... pour mieux y défendre les intérêts de leurs capitalistes nationaux.

La défense de l'Ukraine a beau s'être faite au nom du patriotisme, de la défense de la démocratie, des « valeurs » et de la sécurité européennes, elle n'en reste pas moins une guerre de pillage dont se rassasient les capitaux occidentaux, et en particulier européens.

Sur les dix plus grosses entreprises qui possèdent dorénavant le plus de terres agricoles en Ukraine, sept ont leur siège social en Union européenne et une aux USA. Les marchands d'armes, comme la filiale belge de Thales, font aujourd'hui produire une partie de leurs engins de mort directement sur le territoire ukrainien. Les financiers, comme l'américain BlackRock, le français Amundi ou le gestionnaire de fonds Pimco, qui ont prêté des milliards au gouvernement de Zelenski, comptent bien récupérer leur mise, avec les intérêts, en faisant payer la population. Les infrastructures, comme les télécommunications, sont aussi des proies de choix pour les vampires en costume trois pièces : en septembre, le milliardaire français Niel, mettait la main sur Lifecell, le troisième opérateur mobile en Ukraine. Et puis, une fois le conflit « gelé », ce seront les milliards des contrats de « reconstruction » qui viendront alimenter les profits des capitalistes allemands, français, anglais, belges...

Ainsi, pour les dirigeants européens, disposer de troupes directement sur le sol ukrainien signifierait disposer de leur propre milice sur place pour protéger, non pas la population ukrainienne ou l'Union européenne... mais leurs investissements ! Y compris contre l'opposition de la population ukrainienne !

Les populations comme chair à canon

Pour l'heure, tout en cherchant à avoir le plus d'atouts en main pour arriver à la table des négociations, les dirigeants de Kiev comme ceux de Moscou font la chasse à la chair à canon. Mais l'opposition de la part des populations augmente, et ces États accroissent la répression.

En Ukraine, on parle de plus de 170.000 déserteurs. Les frontières par où les hommes pourraient s'enfuir se couvrent chaque jour davantage de barbelés. Les rafles de mobilisables récalcitrants se font de plus en plus violentes et expéditives.

En Russie, le régime tente d'appâter les volontaires avec des soldes et primes d'engagement qui peuvent atteindre des années de salaire. Mais cela ne suffit pas et Poutine vient de signer une loi qui annule les dettes jusqu'à 92.000 euros pour les engagés ! Autant dire que cela vise les plus pauvres, qui ne peuvent pas survivre sans s'endetter.

En Russie comme en Ukraine, la guerre ne fait qu'accroître la lutte menée par les parasites au pouvoir contre les travailleurs. Le régime russe vient d'envoyer en prison préventive et d'accuser de liens avec les services secrets ukrainiens un syndicaliste d'AZ Oural. Évidemment, puisqu'il appelait... à un débrayage pour l'intégration d'une prime au salaire !

Cette répression contre toutes les oppositions démontre ce que craignent Poutine, Zelensky et leur engance : que la classe ouvrière se révolte et veuille emporter la victoire, non pas contre le travailleur du pays d'à côté, mais contre ses propres exploités.

Financement du pillage

L'union européenne vient d'octroyer un budget de 20 millions d'euros au gouvernement rwandais, sous couvert de combattre des attaques de troupes djihadistes au Mozambique.

En réalité, cet argent est utilisé pour protéger les investissements des Occidentaux dans la région. C'est le cas du site gazier de TotalEnergie qui est protégé depuis 2021 par des troupes rwandaise et mozambicaine des attaques des djihadistes.

Pour la population, ces soldats rwandais et mozambicains ne sont d'aucune aide face à la violence des attaques des djihadistes, au contraire ! Les soldats sont accusés de séquestrations, de tortures, d'enlèvements et de meurtre de civils ! Des villageois témoignent que des pêcheurs qui se sont approchés trop près du site de Total ont été battus à mort par des soldats.

Si ce site gazier est autant protégé, c'est qu'il va rapporter beaucoup. C'est 13,1 millions de tonnes de gaz que TotalEnergie devrait extraire du site chaque année.

De plus, une partie des armes acquises grâce au financement de l'Union européenne au Rwanda se



retrouvent dans la province du Nord-Kivu au Congo, entre les mains du M23, une bande armée soutenue par le gouvernement rwandais contrôlant et pillant les mines dans l'est du Congo. Dans cette province, femmes, hommes, enfants se retrouvent dans des immenses camps de réfugiés où des enfants sont enlevés pour être utilisés comme creuseurs dans les mines ou pour être utilisés comme enfants-soldats.

Les financements de l'Union européenne n'ont pas comme but d'améliorer la situation de la population des pays pauvres, mais de soutenir le pillage barbare de la région par les trusts occidentaux.

Liban-Gaza : pas de trêve pour le massacre

Le Premier ministre israélien, Netanyahu, a annoncé, mardi 26 novembre, que son cabinet de sécurité acceptait un cessez-le-feu au Liban. L'accord négocié sous l'égide des États-Unis prévoirait une trêve de soixante jours durant laquelle le Hezbollah et l'armée israélienne se retireraient pour laisser place à l'armée libanaise. Pour parvenir à cet accord, les responsables américains ont assuré le gouvernement israélien que le droit de bombarder à nouveau le Liban lui sera reconnu s'il l'estime nécessaire.

Pour Israël, ce cessez-le feu est destiné, d'après Netanyahu lui-même, à permettre à l'armée israélienne de, premièrement, « se concentrer sur la menace iranienne », deuxièmement, « souffler un peu et de reconstituer les stocks », et troisièmement « séparer les fronts et isoler le Hamas ».

Ainsi, ce cessez-le-feu n'est en aucun cas une étape vers la fin de la guerre au Moyen-Orient ! Dans



la tête du dirigeant israélien, ce n'est qu'une action tactique dans la guerre que l'armée continue de mener dans toute la région.

Avec la complicité financière, militaire et politique des États-Unis et des pays européens, Israël a tué des dizaines de milliers de personnes, détruit des villes, affamé des populations, jeté sur les routes des millions de réfugiés. L'armée israélienne tue en Cisjordanie, a mené des actions militaires en Iran, au Yémen, emploie des drones pour semer la mort en Irak, et intervient régulièrement en Syrie.

A Gaza, le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu se livre à une véritable guerre d'extermination. D'après le ministre de la santé de la bande de Gaza (dirigée par le Hamas), près de 42.000 personnes ont été tuées dans le territoire palestinien, et c'est avec une fierté abjecte que Netanyahu vante l'armée israélienne d'avoir tué « près de 20.000 terroristes » à Gaza. En réalité, ce sont des enfants, des femmes et des hommes, dont les grands parents payaient déjà le prix du bain de sang qu'exige la politique des pays impérialistes au Moyen-Orient depuis plus de 100 ans ! Leur fuite ou leur mort, c'est exactement le programme revendiqué de l'extrême droite israélienne, dont l'un des représentants au

gouvernement, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a déclaré lundi 25 novembre devant un organisme représentant les colons de Cisjordanie : « On peut créer une situation dans laquelle, d'ici à deux ans, la population de Gaza sera réduite de moitié ».

Fort du soutien indéfectible des dirigeants des puissances impérialistes, en premier lieu les États-Unis, le gouvernement israélien a les mains libres pour poursuivre ses massacres. Cette politique condamne du même coup la population israélienne à vivre dans un état de guerre permanent. Une partie des Israéliens en ont conscience et refusent cette perspective. Le 23 novembre, comme tous les samedis depuis des semaines, des milliers de personnes ont manifesté à Tel Aviv, exprimant leur opposition à Netanyahu, à son gouvernement et à sa guerre.

**Suivez nous
sur les réseaux:**

Lutte Ouvrière Belgique

Email: contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be